la menagere

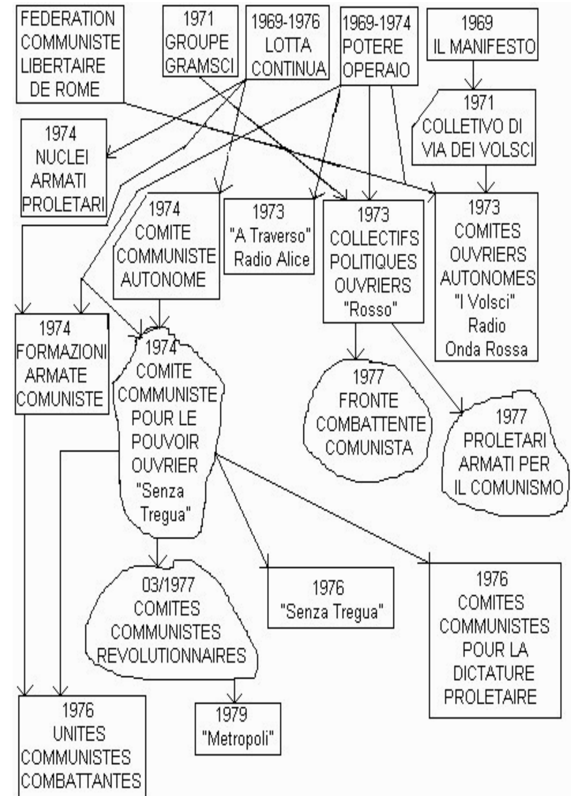
lamenagere@infokiosques.net

Chronologie de six mois de revolte en Italie 1977



2005

**L'EXTREME-GAUCHE ITALIENNE
DE 1969 A 1979**



La police perquisitionne la cité universitaire et arrête quatre étudiants chez qui elle a trouvé un tract des « BR » et des cartouches.

17 juillet Révolte à la prison de Trani, une des plus sûres d'Italie. Quatre militants des « NAP » prennent onze gardiens en otage.
Les « Noyaux armés d'action révolutionnaire » font exploser des bombes sur les chantiers de deux prisons en construction à Florence et à Livourne.



Février 1977 : la révolte des étudiants, des chômeurs, des sous-prolétaires éclate brusquement en Italie. Quelques mois plus tard, les journaux italiens et étrangers publient en première page la photo d'un manifestant, le visage masqué, en position presque parfaite de tir, en train d'ouvrir le feu sur la police à Milan. Depuis, nous nous sommes habitués à ces images violentes, les attentats politiques, les morts de manifestants par balles semblent être devenus comme naturels. Mais ce serait une erreur de ne retenir de ce mouvement que les faits mis en avant par les médias. Il y a autre chose que les images sensationnelles, derrière cette révolte. Et c'est cette autre chose qui nous interpelle. Les évènements italiens posent en effet une série de questions qui nous concernent tous : l'Eurocommunisme fait ses premiers pas dans l'aide gouvernementale, ouvrant le débat sur la prise du pouvoir non violente par la gauche.
Formulé au lendemain de la tragédie chilienne, le compromis semble être, au printemps 1977, à son faîte : depuis les élections législatives du 20 juin 1976, la Démocratie-Chrétienne poursuit son règne grâce au silence du PCI qui est ainsi entraîné sur un terrain de plus en plus dangereux. Réduit à cautionner des lois antiterroristes, un plan de lutte gouvernementale d'austérité, les communistes voient grandir de jour en jour le nombre des voix dissidentes.
Grâce à une politique suivie dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, le PCI est enfin arrivé au seuil de la salle du trône. Mais le moment est délicat; le désespoir des couches sociales exclues du cycle de la production et de la consommation s'accroît. C'est ce désespoir qui a

fait brusquement irruption dans les rues des grandes métropoles de la péninsule.
L'Italie pose donc le problème d'un système où l'absence de solutions économiques et un accord tactique entre Démocratie-Chrétienne et partis d'opposition rejettent plus violemment encore les oppositions de gauche dans l'illégalité, en font des hors-la-loi, les "criminalisent".

Fabrizio Calvi



pour instigation à l'émeute, est arrêté à Paris par des policiers français et italiens.

8 juillet Grève générale en Calabre pour protester contre la crise du Mezzogiorno. Le gouvernement consacre 100 milliards de lires à la police pour qu'elle modernise son équipement.

11 juillet Gênes : les « Brigades rouges » tirent dans les jambes du secrétaire régional de la Démocratie-Chrétienne pour la Ligurie.
Rome : les « Brigades rouges » tirent dans les jambes du trésorier du mouvement intégriste « Communion et Libération ».
Paris : la Chambre d'accusation remet en liberté Bifo.

13 juillet Turin : les « Brigades rouges » tirent dans les jambes d'un conseiller provincial de la Démocratie-Chrétienne.
Rome : Maria Pia Vianale et Franca Salerno sont condamnées en flagrant délit à quatre ans de prison pour détention d'armes de guerre.

15 juillet Le Parlement approuve l'accord signé par les partis politiques.

cio, et arrête Maria Pia Vianale et Franca Salerno.
Les « Unités combattantes communistes » font sauter un siège du patronat à Palerme.

4 juillet Les six partis politiques de l’ « Arc constitutionnel » (PCI, DC, PSI, PRI, PLI, PSDI) ratifient l’accord sur le programme du Gouvernement.

6 juillet La Démocratie-Chrétienne fait voter par la Chambre des députés une loi prévoyant l’augmentation de 50% des loyers. Les partis de gauche ont voté contre en affirmant : « On donne 400 milliards de lires aux propriétaires. ».
Un dirigeant communiste demande l’ouverture d’une enquête sur la mort de Lo Muscio. L’autopsie établira qu’il a été abattu d’un coup de pistolet à la tête à bout portant par un policier, alors qu’il avait été cloué au sol par une rafale de mitraillette.

7 juillet Un commando du « Front communiste combattant » tire dans les jambes d’un journaliste à Padoue.
Un des animateurs de *Radio Alice*, Francesco Barardi dit Bifo, recherché

1er janvier Révolte à la prison de Piacenza, la police tire sur les prisonniers, un mort.
Les "Noyaux combattants commu nistes" plastiquent une caserne de carabiniers à Monza.
Augmentation du téléphone.

2 janvier Treize détenus de la prison de Trévise s'évadent, parmi eux, un membre du groupe clandestin d’extrême gauche : les "Brigades rouges".

3 janvier Révolte à la prison de Venise.
Prise d'otage à la prison de Saluzzo.

5 janvier Quatre prisonniers s'évadent de la prison de Fossombrone.
Le président du Conseil, Andreotti, pro pose de bloquer l'échelle mobile des salaires et de réduire la consommation, afin de freiner l'inflation.

6 janvier Les syndicats rejettent les proposi tions d'Andreotti.

9 janvier Quatre détenus s'évadent de la prison de Cuneo.
Expropriations à Milan : une ving taine de jeunes pillent un salon de thé.

12 janvier Les « brigades rouges » enlèvent l'armateur génois Piero Costa.

16 janvier Un commando attaque la prison de Lecco et libère trois prisonniers.

18 janvier Ouverture à Catanzaro (Calabre) du quatrième procès des bombes de Milan (décembre 1969). Parmi les inculpés : des néofascistes, des membres des services secrets, un général…

23 janvier Deux militantes des « Noyaux armés prolétariens », Maria Pia Vianale et Franca Salerno, s'évadent de la prison de Pozzuoli.

24 janvier Quatre prisonniers s'évadent de la prison de Monza.

25 janvier Accord syndicat-patronat sur la réduction du coût du travail (contrôle de l'absentéisme, mobilité de la main d'œuvre).
Procès des jeunes, arrêtés lors des l'incidents qui marquèrent, en décembre 1976, l'ouverture de la Scala de Milan. Certaines condamnations atteignent deux ans de prison ferme.

des dirigeants de Fiat sont incendiées.
Cassino : un commando incendie une partie de l'usine Fiat.
Pérouse : onze détenus, dont un membre des « Brigades rouges », ayant participé à la mutinerie de février sont condamnés chacun à cinq ans de prison.

30 juin Turin : les « Brigades rouges » blessent aux jambes et au thorax un dirigeant de Fiat.
Milan : les « Brigades rouges » blessent aux jambes un dirigeant de Fiat.
Des attentats sont perpétrés dans une dizaine de villes : à Pordenone, le « Front combattant » fait sauter trois wagons chargés de matériel électroménager ; à Spolète, les « Brigades rouges » font sauter une bombe devant la prison ; à Catania, les « NAP » tirent contre une caserne de carabiniers….
Florence : trois néofascistes tuent à coups de revolver un gardien de la paix.

1er juillet Rome : une patrouille de carabiniers abat un des chefs des « Noyaux armés prolétariens », Antonio Lo Mus-

sympathisant du « MSI ».

27 juin Un « Groupe d’ouvriers combattants pour le communisme » tire dans les jambes d’un dirigeant de l’Alfasud de Naples.
Ouverture du procès contre dix-sept ouvriers de l’Alfasud : on leur reproche d’avoir participé aux grèves sauvages de février 1976.
Dix prisonniers, dont trois militants du groupe clandestin d’extrême gauche « NAP », s’évadent de la prison d’Asti.

28 juin Gênes : un ingénieur est blessé aux jambes de sept coups de pistolet par les « Brigades rouges ».

29 juin Les six partis de l’ «Arc constitutionnel » (démocrate-chrétien, communiste, socialiste, social-démocrate, républicain, libéral) signent, après trois mois de discussions, le préambule de l’accord sur le programme de Gouvernement. L’accord porte sur : l’ordre public (arrestation préventive, écoutes téléphoniques), l’économie, les nominations des dirigeants du secteur public…
Turin : deux voitures appartenant à

27 janvier Trois détenus s’évadent de la prison de Mantoue.
Le fils du juge d’instruction chargé du procès du massacre de Brescia, qui fit en 1974 une dizaine de morts, est arrêté pour avoir participé à l’attentat commis par un groupe néofascistes.
Le parlement discute du krach des autoroutes (4 000 milliards de lires).

28 janvier Le président de la Cour de cassation de Rome, Carlo Spagnuolo, est suspendu pour avoir favorisé la fuite d’un banquier Sindona (responsable d’un krach colossale, ami de nombreux « parrains » de la Démocratie-Chrétienne, et de Nixon).

29 janvier La « Ronde armée des jeunes prolétaires » attaque une société milanaise de matériel électrique et affirme : « Il faut créer des contre-pouvoirs et organiser la lutte armée dans les quartiers ».

30 janvier Le gouvernement abolit une partie de l’échelle mobile des salaires.
Arrestation de 77 personnes à Naples à la suite d’auto-réductions de billets de théâtre.

1er février Une centaine de néofascistes attaquent une université de Rome, ouvrent le feu sur une assemblée générale et blessent grièvement un étudiant.

2 février Violents incidents à Rome où policiers et manifestants échangent des coups de feu.

4 février Nouvelle vague d'augmentations (TVA, carburant, etc.…).
Les « Équipes ouvrières combattantes » attaquent une agence de publicité milanaise pour protester contre le travail au noir.
5 000 ouvriers milanais sont mis au chômage.

6 février Un groupe clandestin d'extrême gauche commet cinq attentats à Rome contre des commissariats et des casernes de carabiniers.
La police désamorce une bombe dans le train Naples-Brennero. Les journaux affirment que les services secrets sont impliqués dans l'attentat revendiqué par le mouvement clandestin néofasciste « Ordine Nuovo ».

de quelque autre moyen de protection pouvant rendre difficile l'identification des manifestants.
Prise d'otages à la prison de San Gimignano.

24 juin Le président de l'Ordre des médecins de Milan est blessé par sept balles de P.38. L'attentat est revendiqué par « Prima Linea ».
Pour la première fois depuis trente ans, les dirigeants des partis de l'« Arc constitutionnel » (communistes compris) se rencontrent afin de signer le nouveau programme de gouvernement.
Padoue : deux manifestants, arrêtés en mai, sont condamnés, de flagrant délit, à deux ans de prison. Policiers et manifestants échangent des coups de feu.
Milan : une dizaine d'ouvriers de la Magneti Marelli et de la Falk sont arrêtés, ils sont accusés de faire partie des « Brigades rouges ».

25 juin Nouvelle révolte à la prison de San Gimignano. Trois gardiens sont pris en otage pendant 14 heures.
Rome : une « Ronde de prolétaires » incendie le cabinet d'un médecin

l'usine à cancer (prés de 130 ouvriers sont morts de cancer à la vessie) sont condamnés à six ans de prison chacun. Les syndicats s'étaient portés partie civile.
Incidents à l'université de Rome, les examens sont à nouveau interrompus.
Affrontements à la faculté de Cagliari entre autonomes et militants du PCI.

21 juin Rome : les « Brigades rouges » tirent dans les jambes du doyen démocrate-chrétien de la faculté d'économie et de commerce.
Les 1 500 ouvriers de la Lancia de Vérone occupent leur établissement à la suite d'un licenciement.

22 juin Pistoia : « Prima Linea » tire dans les jambes d'un dirigeant démocrate-chrétien.

23 juin Milan : un des chefs des « Brigades rouges », Renato Curcio, est condamné à sept ans de prison pour port d'arme ; le ministère public, qui avait demandé vingt et un ans, fait appel.
Le Sénat approuve les décisions gouvernementales concernant la fermeture des « repaires » de l'extrême gauche et l'interdiction de casque ou

8 février Les syndicats renoncent à la grève générale de protestation contre les augmentations.
Les universités de Milan, Bologne, Padoue, Florence, Bari, Palerme, Cagliari, Gênes sont occupées par les étudiants qui protestent contre la réforme universitaire (loi Malfatti).

9 février Le Fonds monétaire international pose ses conditions à l'octroi d'un prêt symbolique à l'Italie : réduction du coût de travail.
Les ouvriers de nombreuses usines du Nord de la péninsule réclament la grève générale. Des grèves sauvages ont lieu à Milan, Porto, Marghera et Trieste.
« Dépense prolétaire » à Rome : une centaine de jeunes pillent deux magasins.

10 février 30 000 étudiants manifestent à Rome pour protester contre la loi Malfatti.
A la suite de la manifestation, trois personnes sont blessées par balles, des magasins incendiés et des sièges du « MSI » (néofasciste) attaqués.
Les ouvriers du textile se mettent en grève pour protester contre l'attaque portée à l'échelle mobile des salaires.

12 février L'assassin du juge Occorsio, tué à Rome en juillet dernier, est arrêté, c'est le néofasciste Concutelli.

13 février les « Brigades rouges » tirent dans les jambes d'un inspecteur de police à Rome.

15 février Arrestation de l'ennemi public numéro un, bandit Vallanzasca. L'enquête révélera qu'il travail avec Concutelli.

16 février Le procès de vingt-quatre membres des « Noyaux armés prolétariens », qui s'était ouvert à Naples en novembre dernier, se clôt par de lourdes condamnations (en tout trois siècles). Manifestations d'étudiants à Rome, Turin, Venise, Florence, Naples, Palerme, Milan, Bari.

17 février Le secrétaire général du principal syndicat italien, la CGIL, Luciano Lama, qui avait l'intention de parler dans une des facultés de Rome, se fait violemment expulser par des étudiants qui affrontent pendant quatre heures et le service d'ordre du PCI et la police.

condamné à cinq ans de prison pour port d'arme prohibé et faux papiers.

17 juin Le directeur général de la RAI-TV démissionne afin de protester contre les « interférences des hommes politiques ».

18 juin La clôture du congrès de la CISL voit la victoire de la gauche de ce syndicat traditionnellement proche de la Démocratie-Chrétienne.

19 juin Milan : deux commandos déguisés en carabiniers font sauter les entrepôts de la Marelli et de la Siemens. Ces attentats, revendiqués par « Prima Linea », causeront près de 50 milliards de lires de dégâts. Il faudra six équipes de pompiers et un jour de travail acharné pour éteindre les brasiers.
Turin : « Prima Linea » exproprie les bureaux d'un géomètre responsable de la construction de nouvelles prisons.

20 juin Les « Équipes ouvrières armées » blessent aux jambes un dirigeant de la Siemens de Milan.
Turin : les deux administrateurs de

7 juin Le Sénat repousse la loi sur l'avortement.

9 juin Un « Commando contre le travail au noir » dévaste une librairie de Rome.

10 juin Révolte à la prison de Spoleto.
30 étudiants de Bologne condamnés à des peines de prison variant entre deux mois et un an pour leur participation aux événements qui suivirent la mort de Francesco Lo Russo.
20 000 féministes manifestent à Rome pour protester contre la décision du Sénat
300 ouvriers de Fiat-Turin dévastent les bureaux de leur établissement.
Un commando détruit l'ordinateur de l'université de Rome.

13 juin Deux carabiniers qui escortaient le président de la Cour de cassation de Milan sont blessés par balles.

15 juin Ouverture à Milan du procès des membres des « Brigades rouges » qui doivent répondre d'une fusillade.

16 juin Milan : un militant des « BR »

18 février Assemblées dans de nombreuses usines de la péninsule, pour protester contre ce que Lama appelle « de nouvelles formes de fascisme ».
23 universités se mettent en grève.
Le ministre de l'Intérieur déclare « notre pays ne sera pas le Far West » et annonce une série de décrets-lois lui permettant de fermer quand bon lui semble les « repaires » des groupes d'extrême gauche ; il supprime les permissions pour les prisonniers et renforce les peines pour port d'arme prohibé.
Un directeur du personnel et un contremaître de Fiat Turin sont blessés aux jambes par les « Équipes de prolétaires armés ».

19 février Rome : 50 000 étudiants descendent dans la rue pour demander l'abrogation de la loi Malfatti.

21 février Nouvelles mesures sur l'ordre public (renforcement des barrages routiers, etc.…).
Ouverture à Brescia du procès des groupes néofascistes SAM-MAR qui doivent répondre de tentatives de coup d'État, de préparation à la guerre civile, etc…

24 février Le Parti socialiste italien sauve l'ancien président du Conseil, le démocrate-chrétien Rumor (impliqué dans le scandale des pots-de-vin Lockheed), en refusant de signer au Parlement une pétition demandant sa mise en accusation.
Un journaliste de l'hebdomadaire *Tempo* condamné à six mois de prison ferme pour avoir diffamé un juge.

25 février La base du PSI se révolte et occupe de nombreux sièges du Parti.

26 février Assemblée nationale du Mouvement des étudiants à Rome.

1er mars Le Gouvernement reporte la réforme sanitaire par crainte des réactions du FMI.

3 mars Le Parlement et le Sénat se réunissent ensemble pour décider du renvoi en justice des deux anciens ministres (Tanassi et Gui) impliqués dans le scandale des pots-de-vin Lockheed.

4 mars Les « Femmes combattantes pour le communisme » attaquent une entreprise milanaise qui vit du travail au

justice.

25 mai Un étudiant romain est condamné à trois ans de prison pour avoir lancé un cocktail Molotov.

28 mai Les syndicats italiens déclarent que, pour ce qui est du chômage, le pire est encore à venir (il y a plus de 2 millions de chômeurs en Italie).

30 mai Ouverture à Rome, du procès du coup d'État manqué du prince Borghèse (décembre 1970). Parmi les inculpés : des généraux, des députés, des gradés de la police et des carabiniers.

1er juin Gênes ; les « Brigades rouges » tirent dans les jambes du vice-directeur du journal *Secolo XIX*.

2 juin Milan : les « Brigades rouges » tirent dans les jambes du directeur du journal *Il Giornale*, Indro Montanelli.
Florence : attentat contre des voitures du journal *La Nazione*.

3 juin Rome : les « Brigades rouges » tirent dans les jambes du directeur du journal télévisé de la première chaîne (DC).

16 mai Rome : des néofascistes tirent contre les militants d'extrême gauche.
Le ministre de l'Intérieur justifie l'emploi des équipes spéciales lors des émeutes du 12 mai.

18 mai À Rome, les autonomes renoncent à tenir une manifestation quadrillée par la police.
Le groupe clandestin d'extrême gauche, « Prima Linea », attaque une usine milanaise.

19 mai Des bombes explosent à 4h du matin, dans le metro de Milan. Les attentats sont revendiqués par « Prima Linea ».
Violents incidents à Padoue.
Attentat manqué contre un gynécologue génois. Il sera revendiqué par l' «Organisation féministe pour la libération communiste ».

20 mai Un responsable du « MSI » (néofasciste) de Rome est grièvement blessé à coups de revolver. Les quatre députés radicaux qui ont appelés à la tenue d'une manifestation pour le 12 mai à Rome, sont menacés de comparaître devant la

noir.
L'étudiant Fabrizio Panzieri est condamné à neuf ans de prison pour « complicité morale » dans le meurtre d'un fasciste grec.
Incidents à l'université de Rome.

5 mars Violents incidents à Rome après la condamnation de Panzieri. Des policiers et des étudiants blessés par balles. Application des nouvelles mesures antiterroristes ; le bandit Vallanzasca est condamné en flagrant délit à sept ans de prison pour port d'arme.

6 mars Fermeture de l'université de Rome.

7 mars Le Parti radical demande l'inculpation du président de la République, Leone, qui aurait, lui aussi, touché des pots-de-vin de Lockheed.
Dialogue étudiants-intersyndicale de la métallurgie (FML) à Florence.

8 mars Le nord de l'Italie paralysé à la suite de la grève des transporteurs d'essence.

10 mars Gui et Tanassi seront jugés par la Cour suprême.

Fin de la grève des camionneurs.

11 mars Bologne : un militant du mouvement d'extrême gauche «Lotta continua », Francesco Lo Russo, est tué par la police. De violents incidents éclatent dans le centre de la ville. Les syndicats appellent à une grève générale de trois heures pour le lendemain.

12 mars Manifestation nationale des étudiants à Rome. La police impose aux 100 000 manifestants un parcours des plus chaud. Résultat : de violents affrontements, des armureries pillées, des fusillades et Rome en état de siège.
Bologne : la police ferme la radio démocratique *Radio Alice*, des affrontements ont lieu durant la nuit entre policiers et manifestants.
Milan : des autonomes tirent contre un immeuble du patronat.

13 mars Les chars blindés entrent dans Bologne à l'appel du préfet démocrate-chrétien, sans que le maire communiste émette aucune protestation. *Radio Alice*, qui a repris avec des moyens de fortune, est à nouveau fermée. Elle rouvrira sous un autre

police intervient, une jeune fille de 19 ans, Giorgina Masi, est tuée par balles.
Onze militants du mouvement d'aide aux prisonniers politiques, « Secours rouge », sont arrêtés. Parmi eux, deux avocats de renom.

13 mai Le ministre de l'Intérieur prend de nouvelles mesures antiterroristes. Les auteurs d'attentats seront désormais condamnés à la prison à vie.
Incidents à Rome.
Le quotidien romain, *Il Messagero*, publie des photos des équipes spéciales de policiers en jeans, armes au poing.
Attentats contre quinze voitures de la police à Rome.

14 mai Milan : à la suite d'une manifestation des autonomes tuent un policier à coups de revolver.
Rome : un gardien de la paix blessé par balles.

15 mai Libération de Guido De Martino.
Les journaux milanais publient des photos des autonomes en train de tirer contre la police. Deux jours après ils seront arrêtés, ils ont 17 ans.

« Brigades rouges ». Il est renvoyé dès la première audience, la plupart des jurés, terrorisés par les menaces des « BR », ne se sont pas présentés au tribunal
Une dizaine de prisonniers s'évadent de la prison de San Vittore à Milan.

4 mai Mesures spéciales de protection autour des prisons.

7 mai Révolte à la prison de San Vittore. Perquisitions dans les milieux d'extrême gauche de nombreuses villes de la péninsule. De nombreux documents et revues sont saisis dans des librairies. Parmi les personnes arrêtées : l'éditeur de Vérone, Bertrami, chez qui l'on a trouvé un pistolet lance-fusées.

8 mai Évasion à la prison de Ravenne.
Prise d'otage à la prison de Bergame.

10 mai Une « Ronde armée de jeunes prolétaires » attaque des bureaux de l'éditeur milanais Rizzoli.

12 mai Malgré l'interdiction gouvernementale, les radicaux essaient de tenir un meeting Piazza Navona à Rome. La

nom ; un des animateurs de *Radio Alice*, Franco Berardi dit Bifo, est en fuite.

14 mars Le PCI fait l'éloge de la police.
Affrontements à Bologne lors des funérailles de Lo Russo.

15 mars Bologne est quadrillée par les forces de police.
Un des responsables du PCI, Giorgio Amendola, critique les syndicats qu'il accuse d'être « corporatistes » car trop combatifs.
La Démocratie-Chrétienne propose d'adopter le « *fermo di pubblica sicurezza* » (arrestation préventive) qui permet à la police d'arrêter n'importe quel suspect. L'université de Rome est rouverte, mais la police quadrille le campus.

16 mars 150 000 personnes manifestent à Bologne, à l'appel du PC et de la DC, contre la violence. Une contre-manifestation appelée par les étudiants, rassemble prés de 15 000 personnes.

18 mars Grève générale à l'appel des trois confédérations syndicales, CGIL,

CISL, UIL, pour demander une relance des investissements dans le Sud et contre le chômage. A la suite des manifestations, de violents incidents ont lieu à Milan et à Naples.

23 mars Le Parti socialiste italien propose aux partis politiques d’entamer des négociations sur un programme politique de gouvernement.
Rome : deux militants des « Noyaux armés prolétariens », dont Maria Pia Vianale, sont reconnus par un policier qu’ils abattent sur-le-champ. Dans les minutes qui suivent, le quartier est quadrillé ; une erreur de coordination et la police tue un garde-chasse qui servait d’auxiliaire.

25 mars Ouverture à Rome du procès des violeurs de Claudia Caputi qui s’est portée partie civile. Début avril les violeurs, espérant intimider Claudia, l’enlèvent et la torturent. Une fois relâchée, elle sera inculpée par le ministère public pour simulation.

28 mars 5 000 féministes descendent dans les rues de Milan dès qu’elles apprennent par une radio libre qu’une femme enceinte est morte après

26 avril La radio romaine d’extrême gauche, *Radio Città Futura*, est poursuivie en justice pour incitation à l’émeute.

27 avril Levée de l’interdiction des manifestations à Rome pour le 1er mai.

28 avril Les « Brigades rouges » assassinent le président de l’Ordre des avocats de Turin

29 avril Modifications du Code pénal, la durée de la détention préventive est augmentée.
Un « Noyau armé contre le travail au noir » attaque une usine à Milan.

30 avril Les autonomes sont isolés lors de l’Assemblée nationale des étudiants.

1er mai Violents affrontements à Padoue et à Milan.
Un responsable médical de Seveso blessé aux jambes.

2 mai Arrestation d’un des avocats des « Noyaux armés prolétariens », Maître Senese, accusé d’appartenir à ce groupe clandestin d’extrême gauche.

3 mai Ouverture à Turin du procès des

22 avril Le ministre de l'Intérieur, Cossiga, interdit toute manifestation pendant un mois en affirmant : « Je ne supporterai pas que les fils des paysans du Sud se fassent tuer par les fils de la bourgeoisie romaine. »
Révolte à la prison de Brescia.
Les « Brigades rouges » tirent dans les jambes d'un contremaître de Fiat-Turin.
Les « équipes ouvrières armées » attaquent une firme qui se sert du travail au noir à Milan.

23 avril Le ministre de l'Intérieur demande de nouvelles mesures antiterroristes. Les universités ne sont plus zones franches .Les syndicats demandent le retrait de l'interdiction de toutes les manifestations à Rome. Les radicaux annoncent leur intervention de tenir une manifestation à Rome le 12 mai. Le Vatican, la DC demandent (en vain) le renvoi de l'acteur-auteur Dario Fo de la télévision à la suite d'une émission anticléricale.

25 avril Un juge romain accuse le ministre de l'Intérieur de ne rien faire pour arrêter les autonomes.

qu'on lui eut refusé l'avortement thérapeutique.

30 mars Les syndicats cèdent au chantage exercé par le FMI pour l'octroi d'un prêt « symbolique », et signent un accord avec le Gouvernement afin de réduire le coût de travail.

1er avril La mafia abat deux carabiniers qui avaient fait irruption au milieu d'une réunion de « boss » de la 'ndrangetta (mafia calabraise). La police recherche depuis un maire élu sur les listes du PCI et un dirigeant provincial de la DC.

3 avril Les « Brigades rouges » libèrent l'industriel Costa contre rançon d'un milliard et demi de lires.

4 avril Un des chefs des « Brigades rouges » passe en procès à Bologne. Il est condamné à sept ans pour port d'arme.

5 avril Le fils de l'ancien secrétaire du PSI, Guido De Martino, est enlevé à Naples.
Après Bologne et Padoue, la vague de répression atteint Florence : des

dizaines d'arrestations et des centaines de perquisitions dans les milieux d'extrême gauche ont lieu dans cette ville.

6 avril 300 conseils d'usines « rebelles » et des milliers de délégués d'établissements lombards tiennent à Milan la première assemblée de la « dissidence syndicale ». Ils ont pour mot d'ordre : « Pour le syndicat des conseils d'usine, contre la cogestion de la crise. »

7 avril Un bureau privé du ministre de l'Intérieur est détruit par une bombe à Rome.
Le policier qui tua, en 1975, un militant florentin du PCI est condamné à huit mois de prison.

12 avril Début des rencontres bilatérales entre la DC et les partis politiques qui l'appuient par leur abstention.

15 avril Les « Unités communistes combattantes » détruisent une usine de bioprotéines à Saline Joniche (Calabre).

16 avril Le FMI accepte les garanties italiennes et octroie au Gouvernement un prêt de 500 millions de dollars.

17 avril Révolte à la prison de Catania.

18 avril Le CEE prête 500 millions de dollars à l'Italie.
Élections partielles communales : le PCI perd 11% de ses voix à Castellammare (dans le Sud) et se stabilise dans le Nord.

19 avril 15 usines de Caseno Maderna (prés de Seveso) sont fermées pour contamination par la dioxyne.

20 avril La Cour constitutionnelle abolit le secret politico-militaire. Celui-ci empêchait la justice d'établir les responsabilités des hommes politiques et des militaires qui ont participé à diverses tentatives de coups d'État. Cette décision ne sera révélée qu'un mois après. Les journaux italiens souligneront alors que les dossiers sont vides.

21 avril Les étudiants de Rome occupent quatre universités. Le recteur appelle la police. Les autonomes ouvrent le feu et tuent un policier.